

Elections Législatives du 23 JUIN 1968

Circonscription de Guingamp

Alexandre THOMAS

Maire de Moustéru

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, Electeurs,

Le 23 juin, vous aurez à prendre une décision capitale.

Vous devrez non seulement désigner les hommes qui vous paraîtront les plus aptes à sortir la France du chaos dans lequel l'incompétence et l'insouciance l'ont jetée, mais encore et surtout, vous devrez vous prononcer clairement sur l'orientation que vous souhaitez voir donner à la politique de notre pays.

CULTIVATEUR et Maire de la Commune de Moustéru depuis 23 ans, élu député en 1951 au scrutin de liste avec Antoine MAZIER, je n'ai jamais cessé de défendre la profession agricole dans tous les secteurs : syndical, coopératif et mutualiste. Récemment encore j'ai aidé à la constitution de plusieurs Comités locaux pour la défense de l'exploitation familiale agricole, sans négliger pour autant les moyens de promouvoir une agriculture rénovée, moderne et dynamique.

SOCIALISTE convaincu et conscient que l'action syndicale est inefficace sans engagement politique, j'ai apporté dès sa création mon adhésion enthousiaste à la FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE, seule formation capable de réaliser le SOCIALISME dans la LIBERTE et le DIALOGUE.

10 ANNEES DE POUVOIR ABSOLU nous ont apporté

— la crise agricole ;
— la force de frappe ;
— la dégradation matérielle et morale de l'Education Nationale ;
— les ordonnances sur la Sécurité Sociale ;
— 500.000 chômeurs ou sans emplois ;
— la crise européenne ;
— la dévitalisation de nos régions et surtout de la Bretagne ;
— l'Asservissement de l'Homme.

10 années d'irresponsabilité qui ne pouvaient que déboucher sur la révolte de 9.000.000 de Françaises et Français.

La F.G.D.S. VOUS PROPOSE de réaliser avec elle les transformations économiques, sociales et intellectuelles nécessaires sur la base d'un programme réaliste.

UNE SOCIETE DE CITOYENS LIBRES

La F.G.D.S. insiste sur la nécessité de restaurer les libertés individuelles et publiques ; entre autres :

— suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat et de la Garde à vue ;
— promotion morale et matérielle de la femme ;
— abrogation de la loi de 1962 restreignant le droit de grève ;
— reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise ;
— adoption d'un nouveau statut O.R.T.F. ;
— réforme des collectivités locales afin de leur assurer une véritable autonomie.

LES FONDEMENTS DE LA JUSTICE SOCIALE

— Abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale ;
— relèvement du S.M.I.G. à 600 F par mois et son indexation sur le coût de la vie ;
— la revalorisation des Allocations Familiales ;
— le droit au logement pour tous, ce qui nécessite la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements sociaux ;
— la modernisation du secteur public hospitalier, l'accroissement de l'aide à la recherche médicale ;
— l'abaissement de l'âge de la retraite, l'aide aux personnes âgées.

UNE ECONOMIE DE PROGRES ASSURANT LE PLEIN EMPLOI PAR

— l'élaboration démocratique d'un Plan et son exécution rigoureuse;
— la prise en charge par l'Etat des dépenses d'infrastructures;
— la nationalisation de l'industrie de l'armement, de l'espace et des banques d'affaires;
— la création d'une banque nationale d'investissements;
— une réforme de la fiscalité.

POUR RENDRE LA VIE A LA BRETAGNE

il est nécessaire de faire participer directement ses habitants à l'élaboration d'une Economie basée sur une politique de planification régionale. L'élaboration et la mise en application des mesures proposées par un Conseil Economique et Social Régional seront appliquées par une Assemblée Régionale élue au suffrage universel.

UNE POLITIQUE INTERNATIONALE REALISTE ET COHERENTE
axée sur la recherche de la paix et de la coopération

— la construction d'une Europe unie et son élargissement territorial, notamment par l'admission de la Grande-Bretagne;
— le développement croissant des relations avec le tiers-monde.

LA PRIORITE DES PRIORITES A L'EDUCATION NATIONALE

Dans le cadre d'une réforme démocratique de l'Enseignement, l'Education doit assurer l'égalité des chances en assurant à tous l'accès à la connaissance, à la Culture et aux responsabilités.
Dès mars 1967, la F.G.D.S. réclamait, entre autres :
— le rétablissement de l'indépendance de l'Université;
— la restauration de la co-gestion;
— la formation professionnelle des jeunes et des adultes;
— l'orientation des étudiants en fonction des besoins de l'Economie.

UNE AGRICULTURE DE PROGRES

Toute initiative devra tenir compte à la fois des impératifs économiques et des problèmes humains. Dans le cadre du Marché Commun, les Exploitations doivent devenir compétitives. Elles ne le deviendront que si l'Etat réalise l'infrastructure nécessaire (routes, eau, remembrement, habitat), crée les écoles professionnelles indispensables, élabore un plan sérieux, réorganise les circuits de distribution, favorise le développement des unités de production.
Mais cette « révolution » ne devra cependant pas se faire au détriment des milliers de petits exploitants trop jeunes pour aspirer à la retraite et trop âgés pour se reconvertir. Il serait inhumain et anti-social d'en faire des ouvrier agricoles ou de les « déporter » comme manœuvres dans la région parisienne. Ce serait aussi anti-économique, car la disparition des petits agriculteurs entraînerait automatiquement la disparition des petits commerces et de l'artisanat.

La véritable solution consiste

— à ne permettre aux jeunes de s'installer que sur des exploitations d'une superficie économiquement rentable;
— à remplacer l'I.V.D. par une retraite décente octroyée à 60 ans;
— à assurer la formation professionnelle de ceux qui choisiraient de quitter la ferme dans leur période d'activité;
— à implanter d'urgence des industries para-agricoles ou des entreprises de transformation ou de commercialisation.

Cette solution permettrait sans heurts de modifier les structures de l'exploitation, mais aussi de créer des emplois dans les villes et dans les villages-centres, qui recevraient vocation pour animer une petite région.

Entre le Pouvoir Gaulliste et le Parti Communiste débordé, la F.G.D.S. devient l'arbitre d'une France qui se divise en deux blocs stériles. Son programme cohérent et constructif permettra de réaliser sans heurts les transformations souhaitées par tous.

Votez en confiance pour la République des Citoyens !
Votez F. G. D. S. !

Votez Alexandre THOMAS !

Suppléant : **Jean LE HOUERFF.**
Constructions Métalliques
PLOUMAGOAR

IMP. ANGER - GUINGAMP